



DÉCISION n° 2025/09/03 S1



République française
Département du Gard
Commune de Vauvert
Maison pour Tous Robert Gourdon
Guichet Unique D-2508-004860

Objet : « Badminton Club Vauverdois »
Convention de mise à disposition temporaire
d'installations sportives :
Année scolaire 2025 - 2026

Le maire de la commune de Vauvert,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2122-22,

VU la délibération n°2021/05/082 en date du 27 mai 2021, déléguant à Monsieur le maire, pour la durée de son mandat, l'ensemble des missions complémentaires prévues à l'Article L2122-22,

VU l'arrêté n°2023/03/581 en date du 15 mars 2023, portant délégation de fonctions à Monsieur Mohammed Touhami, conseiller municipal au maire,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de conclure une convention d'objectif et de moyens avec l'association « Badminton Club Vauverdois » de septembre 2025 à juillet 2026.

DÉCIDE

Article 1 : Une convention est conclue avec l'association « Badminton club Vauverdois », représentée par Monsieur Nicolas Coste, son Président, pour la mise à disposition d'installations sportives municipales.

Article 2 : Les installations sportives municipales sont mises à disposition à titre gratuit selon le planning défini dans la convention. Les dispositions prendront effet de septembre 2025 au 3 juillet 2026.

Article 3 : Si une modification de date ou d'heure intervenait d'un commun accord entre les parties sans modifier l'économie générale de la convention, il serait procédé par avenant sans qu'il y ait lieu de prendre une nouvelle décision.

Article 4 : Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision.

Vauvert, le 8 septembre 2025



Pour le maire,
Le conseiller municipal délégué aux sports
et à la vie associative

Mohammed Touhami

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :

- son dépôt en préfecture le... - 9 SEP. 2025
- sa notification le.....
- sa publication le..... - 9 SEP. 2025.....

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du

Pour le maire par délégation,
la directrice générale des services,
Yolande Cavalier